

Distr.
GENERALE

A/CONF.157/PC/47
31 août 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Comité préparatoire
Troisième session
Genève, 14-18 septembre 1992
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

ORGANISATION DES SESSIONS FUTURES DU COMITE PREPARATOIRE

Note du secrétariat

Le secrétariat appelle l'attention du Comité préparatoire sur la résolution 1992/34, adoptée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa quarante-quatrième session et intitulée "Année internationale des populations autochtones du monde". Le texte de cette résolution est joint en annexe à la présente note.

Annexe

1992/34. Année internationale des populations autochtones du monde

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies énoncés dans la Charte est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, et en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant la résolution 45/164 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1990, dans laquelle l'Assemblée a proclamé 1993 Année internationale des populations autochtones du monde, et accueillant avec satisfaction la résolution 46/128 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1991, dans laquelle l'Assemblée a adopté le thème "Les populations autochtones - un nouveau partenariat" et le Programme d'activités pour l'Année internationale des populations autochtones du monde,

Rappelant aussi la résolution 1988/35 du Conseil économique et social en date du 27 mai 1988, qui engage tous les Etats à faire en sorte que les activités éducatives et d'information, y compris les célébrations nationales, donnent une interprétation juste de l'histoire sans perpétuer ni justifier les théories de supériorité raciale ou d'assujettissement des populations autochtones ou autres,

Convaincue que tous les organes opérationnels et institutions spécialisées des Nations Unies devraient contribuer concrètement à la protection des droits et à l'amélioration de la situation des populations autochtones en coopérant directement avec les organisations et communautés autochtones, en particulier dans les pays en développement,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations formulées dans le deuxième document de travail (E/CN.4/1991/39) présenté par M. Asbjørn Eide et Mme Christy Mbonu,

Tenant compte du rapport du Groupe de travail sur les populations autochtones sur sa dixième session (E/CN.4/Sub.2/1992/33), et en particulier des recommandations qui y sont contenues, ainsi que des débats, propositions et conclusions pertinents des réunions techniques organisées par le Coordonnateur de l'Année internationale en vue de l'examen de questions présentant un intérêt spécial pour les populations autochtones,

Tenant compte également des conclusions de la première Conférence mondiale de la jeunesse autochtone, tenue à Québec, au Canada, en juillet 1992, et de l'importance de renforcer le rôle de la jeunesse autochtone dans les affaires mondiales,

Notant que la Conférence internationale sur les droits de l'homme se déroulera pendant l'Année internationale des populations autochtones du monde et que la Conférence doit impérativement examiner, entre autres, les questions relatives aux droits des populations autochtones,

1. Souligne qu'il est essentiel d'associer pleinement les populations autochtones à tous les aspects des prises de décision concernant l'Année internationale des populations autochtones du monde, tant aux niveaux national que régional et international;
2. Lance un appel pressant aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'aux institutions éducatives et professionnelles internationales, pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds de contributions volontaires créé pour financer les projets et activités entrepris par les Nations Unies à l'occasion de l'Année internationale;
3. Autorise le Président/Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones, Mme Erica-Irene Daes, à représenter la Sous-Commission aux cérémonies d'ouverture de l'Année internationale à New York;
4. Demande instamment au Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme d'envisager la tenue d'une réunion préparatoire spéciale pour les populations autochtones au début de 1993;
5. Recommande que le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme veille à ce que les populations autochtones soient en mesure de participer effectivement à la Conférence sans considération de statut consultatif, et recommande aussi que le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones soit invité *ès qualités* à participer aux travaux de la Conférence;
6. Recommande que l'Université des Nations Unies établisse des liens avec des institutions éducatives autochtones et que les écoles internationales des Nations Unies invitent de jeunes autochtones à participer à leurs programmes d'enseignement de manière à ce que les jeunes non-autochtones prennent mieux conscience de ce que sont les populations autochtones;
7. Réaffirme l'importance que revêt l'évaluation technique de l'Année internationale faite par Mme Christy Mbonu, et exprime l'espoir qu'il en sera tenu compte par le Coordonnateur de l'Année internationale eu égard au paragraphe 8 de la résolution 1992/45 de la Commission des droits de l'homme du 3 mars 1992 et au paragraphe 12 de la résolution 46/128 de l'Assemblée générale;
8. Recommande que Mme Mbonu soit invitée à participer aux cérémonies d'ouverture de l'Année internationale à New York;
9. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention du Coordonnateur de l'Année internationale, du Président du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, de l'Université des Nations Unies et des écoles internationales des Nations Unies.